

Retour sur un nouveau « désastre » :
**Après le « non » au référendum, le
« non » aux JO à Paris**

La candidature de Paris aux JO 2012 a donné lieu à une campagne médiatique qui n'a pas été sans rappeler celle que les mêmes médias avaient orchestrés en faveur du traité constitutionnel. Durant la semaine précédant la décision du Comité International Olympique (CIO), rien ne nous a été épargné. Des titres aux chroniques, des commentaires aux interviews, le raz de marée olympique a déferlé sur la presse écrite française. Avec des accents dont le chauvinisme peut étonner les naïfs quand on se souvient de la pseudo ferveur « internationaliste » qui prévalait quelques semaines auparavant... Le « moral » des Français, une question sociale et politique ? Que nenni...

Des titres à sens unique

La campagne médiatique en faveur des JO à Paris a donné lieu à une véritable série de titres à sens unique. Echantillon :

- « JO : Paris doit gagner », « Pourquoi Paris 2012 doit gagner », « Nous méritons d'accueillir le monde », « L'espoir de Singapour », « Le pays saisi par l'élan olympique », « Ce que les jeux apporteront à Paris » (*Le Journal du Dimanche*, 3 juillet 2005)
- « Pour oublier le 29 mai », « **Les JO pourraient faire gagner vingt ans à Paris** » (*Ouest - France*, 4 juillet 2005), « Paris 2012 - La semaine qui peut tout changer », « C'est un vote capital qui peut réveiller la France », « Ils disent tous qu'une victoire changerait tout », « Un énorme coup de fouet pour notre pays », « Une aubaine pour l'économie » (*Aujourd'hui*, 4 juillet 2005),
- « Il ne manquerait plus qu'on rate les JO », « Une bonne nouvelle redonnerait le moral aux Français », « L'événement créerait 64 000 emplois », « La France d'en haut se réconcilierait avec la France d'en bas » (*France-Soir*, 4 juillet 2005),
- « JO, 100 000 emplois en jeu », « 20 000 animateurs et éducateurs en plus » (*Le Figaro Entreprises et emploi*, 4 juillet 2005), « La ville olympique, capitale de l'imaginaire contemporain » (*Le Figaro*, 4 juillet 2005), « 87 % des Français soutiennent les JO », « Paris 2012 : l'attention monte » (*L'Humanité*, 4 juillet 2005), « **Les JO pourraient faire gagner vingt ans à Paris** » (*Paris-Normandie*, 6 juillet 2005),
- « La forme olympique », « Paris, Palais des sports olympique » avec en sous titre « pour faire chanter sa candidature aux JO 2012, la capitale a transformé la plus belle avenue du monde en stade géant. Un million de personnes ont répondu présent », « Une fête à tout casser pour un dossier béton », Vue du ciel, une superbe piste de décollage pour s'envoler vers la victoire », « C'est la plus belle brochette de villes candidates qu'on a jamais eue » dit un spécialiste. Mais un sondage sur Internet donne Paris gagnante » (*Paris-Match*, 9 juin 2005), « Entreprises et syndicats unis pour Paris 2012 » (*Paris-Match*, 22 juin 2005), « JO 2012, Paris n'avait rien laissé au hasard » (*Paris-Match*, 7 juillet 2005).

Au milieu de ce concert de louanges un seul titre fait état de réactions critiques ou hostiles : « De rares voix s'élèvent contre une gabegie servant les intérêts du libéralisme » (*France-Soir*, 4 juillet 2005).

Des JO pour le moral

Cet enthousiasme est beaucoup plus politique qu'il n'y paraît. Tribunes et éditoriaux manifestent un même souhait et une même intention : redonner le moral aux Français. *Le Journal du*

Dimanche (3 juillet), détenu par Arnaud Lagardère ; allait, par la plume de Jean-Claude Maurice, nous rappeler que « ce n'est pas vers l'Ecosse que tous les regards se tourneront mercredi mais vers Singapour, où 116 membres du Comité International Olympique désigneront la ville qui accueillera les jeux olympiques 2012 ». S'y déroulait pourtant le sommet du G8, qui devait se pencher « sur trois dossiers cruciaux pour l'avenir du monde : le réchauffement de la planète, le doublement de l'aide à l'Afrique et la lutte contre le terrorisme internationale notamment nucléaire ».

Ceci n'échappe d'ailleurs pas à la sagacité journalistique de Jean-Claude Maurice qui, tout en modestie, précise que les « JO ne visent pas à faire oublier les malheurs et les dangers du monde, mais (...) apportent, tous les quatre ans, l'espoir d'un autre monde ». Il célèbre « ces danses pacifiques » où « des nations rivales s'affrontent et fraternisent dans le plus pacifique des combats ». Lire cette célébration dans le journal d'un marchand de canons (Lagardère) est décidément réconfortant ! Complètement absorbé par sa croisade pacifiste, Jean-Claude Maurice va même jusqu'à affirmer que « le Club des entreprises qui a pris en charge de nombreuses dépenses (film de Luc Besson, journée préolympique sur les Champs - Elysées) », à hauteur de « 11 millions d'euros », l'a fait « sans esprit de rentabilité financière, seulement d'image ». Et de conclure, émerveillé, que « l'attribution de l'olympiade (...) contribuerait à sortir le moral des Français de leurs chaussettes ».

Dans la même veine, Didier Pillet, de *Ouest-France*, reprend le même couplet et ose une comparaison courageuse : « Le 29 mai, la France n'a pas seulement dit non au traité constitutionnel européen. Elle s'est déchirée de l'intérieur, offrant au monde le tableau d'une nation en état de grande fragilité, vacillant sur ses bases. Et rien depuis, n'a empêché le pays de sombrer dans une profonde morosité (...). Caniculaire ou pas, le présent français est gris. Et l'avenir brouillasseux (...) KO debout, la société se cherche une lumière pour sortir du tunnel ». La lumière est évidemment ... la flamme olympique qui permettra de « rassembler la communauté émiétée ; pour usiner un nouvel espoir autour d'un projet sublime » car « ce qui est en question dans les JO 2012, c'est rien moins que l'unité nationale ». Les obtenir et « c'en serait fini des doutes et des incertitudes ». Mais comme Londres l'a finalement emporté, Didier Pillet n'est toujours pas sorti du tunnel.

Cette rengaine ayant un succès certain, Corinne Laurent réalise un remarquable copier-coller dans *France-Soir* du 4 juillet 2005. Elle affirme qu'« une bonne nouvelle redonnerait le moral aux Français ». Et s'interroge : « Va t-on sourire à nouveau ? Ou déprimer tout l'été ? La France a-t-elle une chance de redémarrer après la daque du 29 mai ? ». A son tour, elle assène que le « moral des ménages qui est en berne » ne permet pas « aujourd'hui d'entrevoir le bout du tunnel ». Elle ne voit qu'une solution : « l'organisation des jeux qui pourrait détendre l'atmosphère (...) En revanche, s'ils perdent », le pays continuera cabin - caba, de son humeur boudeuse et anxieuse. Car, cette année, l'ambiance est à la morosité, au point de se révéler rebelle à la rentrée ». Des JO pour éviter la rébellion ?

Le Figaro du 4 juillet administre un discours de rupture la doxa du moment. Comme le montre l'article de Jérôme Docieux, « Co-Président de Realnews » : « Dans un contexte de concurrence (...) on peut légitimement s'inquiéter du non Français à la Constitution européenne, (...) l'affaire pourrait être fâcheuse ». D'ailleurs « notre pays a pu donner l'impression d'envoyer une image d'infanticide, de fermeture, de peur sur l'avenir ». Pourtant, il s'agit d'une vision trompeuse car « en effet, Paris a massivement (65 %) voté oui à la Constitution, signe de confiance et d'envie que n'a pas manqué de souligner Bertrand Delanoë ». Et en plus, « les Parisiens ont aussi massivement revoté oui avec leurs pieds en étant plus d'un million à la Fête de l'amour de Jeux organisée sur les « champs olympiques », le 5 juin ». Pour conclure, « gagner l'organisation des Jeux constitue la meilleure « pompe à moral » qui soit ». Pas en reste, *Paris-Match*, le 9 juin, souligne que « les Jeux, c'est bon pour le moral. Et ce qui est bon pour le moral est bon pour l'économie ». CQFD.

Lagardère dit « Oui »... dans *L'Humanité*

Dans *L'Humanité* du 4 juillet, Arnaud Lagardère, actionnaire du quotidien communiste et « président du Club des 20 grandes entreprises

qui soutiennent la candidature de Paris pour les Jeux », répond aux complaisantes questions du journaliste. Extraits :

- Question : « Vous pensez que les Jeux à Paris peuvent améliorer le moral du pays ? ». Le moral, toujours le moral...

- Réponse : « Je sens les Français la tête dans le sac (...). Les Jeux sont une formidable opportunité de les unir tous vers une cause commune à laquelle tout le monde adhère ».

- Question : « Quel intérêt ont les Français à accueillir les JO ? »

- Réponse : « En signant une charte, nous nous sommes engagés auprès des syndicats que les emplois soient des emplois durables. Il devrait y en avoir autour de quarante mille ».

- Question : « Les valeurs liées au monde de l'entreprise sont-elles compatibles avec celle de l'olympisme ? »

- Réponse : « Certaines le sont. Les valeurs de compétition, d'ouverture sur le monde (...). Nous avons pu mesurer le décalage qui existe entre l'entreprise et la perception qui n'est pas toujours très positive, sûrement à cause des excès de certains chefs d'entreprises. Les sociétés qui ont soutenu la candidature de Paris ont saisi là une opportunité de réconcilier la population avec le monde des entreprises ».

L'article de l'*Huma* prenant ses distances avec ces propos nous a échappé.

Les médias prophétisent le « Oui »...

Paris, « l'élève modèle », ne peut que gagner car « la capitale aura mené une campagne quasi idéale, arrivant en tête aux différents points de passage fixés par le CIO » (*Le Monde*, 6 juillet). Sauf au dernier. La victoire est pratiquement assurée puisque « les Français ont dit oui. Oui à l'amour des Jeux. Après les déchirures du référendum. Ce jour-là, semble en état de grâce : unie fraternelle, sûre de ses atouts (...). Anonymes, responsables politiques, stars du sport... tous échangent des sourires joyeux autour des équipements sportifs aménagés pour cette immense fête » (*Paris-Match*, 9 juin 2005). Ces déclarations sont moins tendres après le 6 juillet. En définitive, les Français n'en dorment plus la nuit car, « ce n'est pas seulement Paris qui a attendu le verdict du CIO, mais le pays tout entier » (*Paris-Match*, 7 juillet).

D'ailleurs, Paris bénéficie d'« une incroyable cote d'amour à Pékin » (*Le Monde*, *ibid.*), au point que « les officiels chinois » masquent « à peine leur préférence pour que le Comité international olympique (CIO) choisisse la capitale française ». Quelques jours avant le résultat, *Paris-Match* anticipe que « les jeux semblent faits. Le sort a désigné la France pour passer en premier avant New York, Moscou, Londres et Madrid » [1] mais il reste « une seule ombre au tableau : le risque que des grèves paralysent la ville. " C'est votre talon d'Achille ", pointe un membre du CIO, ami de la France »

...mais le CIO dit « non »

En face, les Britanniques ne font pas le poids, tellement le Royaume-Uni souffre « d'un relatif manque d'expérience dans l'organisation d'événements sportifs d'envergure » (*Le Monde*, *ibid.*). De plus, l'élément qui doit définitivement éliminer Londres est son « style agressif (...) pour rattraper Paris » qui « a entraîné plusieurs désastres en termes de relations publiques, ».

Et puis... le résultat est tombé et la presse a matraqué :

- « La France KO - l'échec de Paris au JO est un sale coup pour un pays déjà bien déprimé », « les Français effondrés » (*France-Soir*, 7 juillet 2005),

- « Tristesse et colère », « Encore une claque politique et olympique », « On est effondrés parce qu'on sait ce qu'on perd », « Une vraie douche froide pour les Rochelais », « 13 h 50 : le silence des anneaux » s'abat sur l'Hotel de Ville » (*Aujourd'hui*, 7 juillet 2005), « Londres met Paris KO », « A Paris douche froide », « Saint - Denis abasourdi » (*L'Humanité*, 7 juillet 2005),

- « Le Punch de Londres met Paris KO », « La déroute de Paris sape le moral des Français » (*La Tribune*, 7 juillet 2005), « Londres brise le rêve de Paris », « Stupeur et accablement des Parisiens », « La gifle » (*Le Figaro*, 7 juillet 2005), « Le coup de

Trafalgar ! », « Jeux Olympiques à Paris : Le rêve brisé » (*Paris - Normandie*, 7 juillet 2005),

- « Le climat de dépression nationale risque de s'alourdir » (*Le Monde*, 8 juillet 2005), « Le coup de grâce des JO », « Il ne manquait plus que ça ! », « La défaite de Paris 2012 ne fait que s'ajouter à la morosité générale » (*Marianne*, 9 juillet 2005).

Dans *Marianne* justement, Philippe Cohen s'interroge en proclamant : « **Est-ce vraiment à 98 membres du CIO, sensibles à l'hégémonie anglo-saxonne du moment, de décider du bonheur ou du malheur de tout un peuple ?** » (*Marianne*, 9 juillet 2005). François Darras parle lui de « nouveau Waterloo que vient de vivre la France à Singapour » (*Marianne*, 9 juillet 2005). Toujours pas remis du rejet du TCE, *Le Monde*, dans son éditorial s'insurge contre cette « France (...) plombée par son non au projet de Constitution européenne (...). Le résultat du référendum a pesé, tout comme la campagne de dénigrement du désormais célèbre plombier polonais ». Yves Thréard, dans *Le Figaro*, explose lui contre une France « minée de l'intérieur par son immobilisme » et enchaîne : « après le non au référendum du 29 mai, la décision du CIO fait figure de guillotine ».

Arnaud Lévy, dans *France-Soir*, constate que « la victoire de Londres, ce n'est pas une défaite de Paris mais de la France. (...) Avec excès, peut-être, avec raison parfois, la France est perçue et dépeinte comme passéiste, arc-boutée sur ses prétentions nombrilistes (...). Le Pen au second tour de la présidentielle, puis la franco-francisation du débat sur la constitution européenne ont accentué le trait d'un pays en crise moral, politique et sociale. ». Devant une telle magnificence, « le dossier de Paris 2012, ne pouvait que souffrir de pareil handicap, qui dépasse de beaucoup, la course au JO » (*France-Soir*, 7 juillet 2005). Dans ce même journal, Valérie Lecasble s'époumone contre cette « France (...) devenue un pays qui vit replié sur lui-même, tellement arc-bouté sur ses droits et privilèges qu'il y est désormais difficile d'entreprendre d'aller de l'avant de construire ».

Pour *Le Figaro*, les membres du CIO « ont peut-être aussi été séduits par le vent de dynamisme qui porte le monde anglo - saxon et l'Angleterre dans un contexte géopolitique où la France renvoie une image de nation repliée sur elle-même » (*Le Figaro*, 7 juillet 2005).

Dans un autre registre, Jean-Michel Thénard, n'hésite pas à déplorer un manque de sens tactique : « Si Londres a triché, Paris a pêché en ne ripostant pas dans la minute » (*Libération*, 12 juillet 2005). D'autres mettent en avant le fait que les Anglais « savent mieux faire que les Français en termes de lobbying » (*Aujourd'hui*, 7 juillet 2005). Puis, Patrick Le Hyaric, dans son éditorial de *L'Humanité* du 7 juillet 2005 « Que l'olympisme l'emporte » se joint à « l'immense déception qui a parcouru toute la France hier » qui « est à la mesure de l'espoir suscité par la candidature de Paris à l'organisation des trentièmes Olympiades ». Avec une approche originale de l'internationalisme, il affirme que « tout un peuple » s'est investi « puissamment pour ce beau projet de l'internationalisme sportif ». [2]

Pour terminer, la palme revient à *Paris-Normandie* qui avait convoqué Amandine, huit ans, pour célébrer avec d'autres enfants la victoire de Paris. Dépitée, elle déclarera, à la demande du journal : « Puisque c'est comme ça, je ne regarderai pas les JO ! ». Les JO, c'est plus que jamais l'amitié entre les peuples.

Mathias Reymond, Denis Perais – septembre 2005

[1] Dans le même numéro, Alain Genestar rappelle que « *Match* n'imprime jamais de rumeurs mais des informations (...) *Match* est là pour informer »

[2] Mauvais perdants, les médias français s'interrogent : « Madrid a-t-il trahi Paris ? », « Y a-t-il eu magouille ? » (*Aujourd'hui*, 7 juillet 2005) ; « Londres l'a emporté grâce à un lobbying efficace auprès du CIO, sensible à ses promesses » (*Le Monde*, 8.7.05) ; « l'efficacité du lobbying de Londres et de Tony Blair a fait la différence (*La Tribune*, 7.7.05) ; « Londres a su retisser le fil de sa candidature grâce à une campagne de communication très efficace » (*Paris-Normandie*, 7.7.05).